

4 et 5 proposés, mais nous n'avons pas l'intention de revenir sur les paragraphes 1, 2 et 3.

L'hon. M. Fulton: Dans ces conditions, je suis tout à fait disposé à proposer que tout l'article soit réservé, y compris l'amendement dont le comité est présentement saisi.

M. le président suppléant: L'article 32 est-il réservé?

(L'article est réservé.)

M. le président suppléant: Sur l'article 33, fusions et monopoles; l'article est-il adopté?

L'hon. M. Pickersgill: Pas tout de suite; il y a une chose que le ministre devrait expliquer, selon moi, au sujet de cet article. J'ai étudié aussi bien que j'ai pu l'article correspondant, duquel provient le présent article, et il semble y avoir un changement. L'article à l'étude se lit ainsi qu'il suit:

Quiconque est partie intéressée ou contribue, ou sciemment aide, à une fusion ou un monopole...

Dans l'ancienne loi on se servait des mots "à la formation ou à l'exploitation". Je me suis demandé pourquoi on a retranché les mots "ou à l'exploitation".

L'hon. M. Fulton: Ces mots ont été retranchés parce que nous croyons que les mots "Quiconque est partie intéressée ou contribue, ou sciemment aide, à une fusion ou un monopole" rendent exactement la même idée. On peut se servir de différentes expressions: "aide à une fusion ou un monopole" ou "aide à la formation d'une fusion ou d'un monopole"; nous croyons donc que le sens des mots "ou à l'exploitation" est bien rendu dans le libellé actuel.

L'hon. M. Pickersgill: Le ministre a raison sur ce point. C'est tout ce qui me préoccupait.

M. le président suppléant: L'article est adopté. Article 33A, pratiques commerciales illégales. L'article est-il adopté?

M. Howard: On a proposé au comité de la banque et du commerce des amendements qui visaient la correction grammaticale de cet article. Les discussions qui ont eu lieu au comité ont suffisamment élucidé le problème soulevé par le député de Bonavista-Twillingate et développé par mon collègue de Port-Arthur. J'avoue que, lorsque je les ai vus lancer dans une discussion détaillée sur la construction grammaticale, j'ai abandonné la partie. Il n'était pas dans mes moyens d'apprécier ces subtilités grammaticales. Mais à comparer l'article modifié et l'original, l'article modifié semble plus logique.

J'aimerais maintenant parler de l'article sur les distinctions injustes en matière de prix. Il en a été beaucoup question au comité de la banque et du commerce et j'avais proposé

un amendement qui a été rejeté. J'ai l'intention de procéder de la même façon ici et de proposer un amendement analogue, ce qui me donnera peut-être une meilleure occasion d'exposer mes opinions, et d'obtenir celles des autres.

Cet article, portant sur les distinctions injustes en matière de prix, constituait autrefois l'article 412 du Code criminel. Or nous n'avons pu relever une seule poursuite intentée aux termes des dispositions qu'il renferme. L'article 412 du Code criminel et l'article 33A envisagé cherchent fondamentalement à empêcher une personne de faire des distinctions injustes entre les acheteurs d'un article donné en vendant cet article à des prix différents. Voilà, en somme, ce que cette disposition signifie. Les termes qu'on emploie et les idées qu'ils sustentent correspondent peut-être à un plus grand degré de validité, et rendent un son plus agréable. A mon avis, l'alinéa a) renferme deux mots, savoir "quantité similaire" qui permettent des distinctions injustes en matière de prix et qui ne tombent pas sous le coup de l'interdiction énoncée dans cet article. Je donne lecture du texte:

Toute personne qui, s'adonnant à une entreprise a) est partie intéressée ou contribue, ou aide, à une vente qui établit, à sa connaissance, directement ou indirectement, une distinction à l'encontre d'un acheteur d'articles de ladite personne en ce qu'un escompte, un rabais, une remise, une concession de prix ou un autre avantage est accordé à l'acheteur au delà et en sus de tout escompte, rabais, remise, concession de prix ou autre avantage accessible à ces concurrents au moment où les articles sont vendus audit acheteur, à l'égard d'une vente d'articles de qualité et de quantité similaires;

Cela indique, bien entendu, que quelqu'un qui accorde un escompte de 10 p. 100 à un acheteur est tenu d'accorder également un escompte de 10 p. 100 à toute autre personne qui achète des articles de qualité et de quantité similaires. S'il accorde un rabais à un des vendeurs dont il est le fournisseur, alors il devra accorder un rabais semblable à un autre acheteur ou à un concurrent de la personne qui a fait le premier achat, à l'égard d'une quantité semblable de marchandises de même qualité. La raison de ces restrictions, c'est de faire en sorte que les fabricants, les grossistes ou les distributeurs ne puissent pas choisir, et n'aient pas le droit de choisir, parmi les détaillants qui vendent leurs produits, et vendre à une personne à un prix de faveur en vue de forcer une autre personne à se retirer des affaires au profit de la première personne que le grossiste ou le fabricant favorise.

A mon avis, les mots "et de quantité", à l'alinéa a), sont les mots-clés dans le cas d'une personne qui veut pratiquer la disparité de traitement en matière de prix. Si une personne vend une quantité différente de